

Mercy Masta : « Le changement climatique, les inégalités, la criminalité et le manque d'infrastructures constituent des menaces bien plus importantes pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée que les conflits militaires conventionnels »

Entretien réalisé par Elise Barandon | 22 mai 2026 | ENTRETIEN



À l'occasion de la [visite officielle](#) en France du Premier ministre de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, James Marape, Le Rubicon s'intéresse à ce géant du Pacifique insulaire, trop largement méconnu, à travers le regard de Mercy Masta. Chercheuse papouane-néo-guinéenne en poste à l'Australian National University, elle analyse la trajectoire postindépendance du pays, ses priorités de sécurité, les dynamiques de compétition stratégique qui traversent la région, ainsi que la question de l'indépendance de Bougainville et le rôle des femmes dans les processus de paix qui succèdent aux conflits.

Carte de la Papouasie-Nouvelle-Guinée



Crédits : Peter Hermes Furian via [iStock](#).

Le Rubicon : En 2025, la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) a célébré le 50^e anniversaire de son indépendance vis-à-vis de l'Australie. La PNG est de loin le plus grand État insulaire du Pacifique et compte entre 11 et 17 millions d'habitants selon les estimations, ce qui contribue à sa riche diversité. Quel type d'État a vu le jour au cours des cinq dernières décennies ?

Mercy Masta : En 50 ans, la Papouasie-Nouvelle-Guinée s'est imposée comme un État fragmenté mais remarquablement résilient. Le pays se caractérise par une extraordinaire diversité culturelle, avec plus de [800 langues et des centaines d'identités](#) culturelles et claniques distinctes. Plutôt que d'évoluer vers un État-nation hautement centralisé, la PNG s'est développée comme [un État pluriel](#), presque hybride, où les institutions gouvernementales officielles coexistent avec des systèmes d'autorité coutumiers, des réseaux de parenté et des structures claniques.

La nature décentralisée de la gouvernance a d'ailleurs permis aux communautés locales de conserver leur autonomie culturelle et de préserver les systèmes traditionnels, notamment dans la prise de décision. Des réformes comme les [politiques de décentralisation de 1995](#) ont donné aux 22 provinces une plus grande responsabilité en matière de développement local. Néanmoins, elles ont également mis en évidence les inégalités entre ces dernières au niveau des infrastructures, de l'accès aux soins, de l'éducation et des prestations de services. Dans de nombreuses régions, les figures d'autorité locales (*ndlr* : on parle de modèle du « [Big Man](#) »), les chefs et les meneurs de clans continuent d'exercer une influence significative sur le règlement des différends, les négociations foncières et l'autorité politique, jouissant souvent d'une plus grande légitimité au sein des communautés que les institutions étatiques !

Sur le plan économique, la PNG est devenue fortement [dépendante des industries extractives](#) telles que [l'exploitation minière](#), l'exploitation forestière, le pétrole et le gaz. Si ces secteurs génèrent des revenus et des investissements internationaux conséquents, ils ont également aggravé les inégalités, la [destruction des écosystèmes](#), ainsi que les tensions liées à la [propriété foncière](#) et à la [répartition des richesses](#). Parallèlement, le pays évolue dans un [environnement géopolitique régional](#) particulièrement dense, marqué par une intensification des rivalités entre grandes puissances dans le Pacifique insulaire.

Ce qui est apparu au cours de ces cinq décennies, ce n'est donc pas un État faible, « failli » ou [défaillant](#), mais un [État souverain](#) en pleine évolution, qui articule à sa façon la relation entre tradition et modernité, entre identités locales et unité nationale, et entre influence extérieure et revendications d'autodétermination. La PNG fait toujours face à de multiples formes d'instabilité, mais elle fait également preuve de résilience grâce à sa capacité à s'adapter, à maintenir une continuité démocratique et à préserver des systèmes culturels profondément enracinés.

Le Premier ministre James Marape a présenté cet anniversaire comme l'occasion de renouveler l'engagement en faveur de l'unité et de la prospérité, tandis que Dame Meg Taylor, ancienne secrétaire générale de la principale instance politique de la région (le Forum des îles du Pacifique), qu'il restait beaucoup à faire par rapport aux promesses initiales. Qu'en pensez-vous ?

Les promesses de l'indépendance n'ont été que partiellement tenues. La [croissance économique ne s'est souvent pas traduite par un développement social généralisé](#), en particulier dans les communautés rurales. La [corruption](#), la [faiblesse des pouvoirs publics](#) et l'[instabilité politique](#) continuent de saper la confiance du public dans les institutions étatiques. Ainsi, les conflits tribaux, la criminalité urbaine, la [violence sexiste](#) et les inégalités restent des défis persistants. Dans le même temps, le développement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée a été façonné par des pressions contradictoires : le capitalisme mondial, l'exploitation des ressources, l'influence étrangère et les systèmes coutumiers locaux. Des dirigeants [tels que le Premier ministre James Marape](#) promeuvent des visions d'unité nationale et de prospérité économique, tandis que des critiques [comme Dame Meg Taylor](#) affirment que le pays n'a toujours pas traité en profondeur les questions de conflits fonciers, d'inégalités en matière

d'infrastructures et de justice sociale. En fin de compte, l'histoire de la PNG depuis son indépendance présente à la fois des avancées et des difficultés. Le pays existe bel et bien et a évolué sur le plan politique, mais le défi à venir consiste à garantir que la souveraineté apporte également dignité, sécurité et opportunités aux Papous-Néo-Guinéens.

Vous le disiez, la politique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est souvent décrite comme profondément locale et relationnelle. Comment cette culture politique « infra » façonne-t-elle la prise de décision en matière de sécurité nationale et dans les choix de politique étrangère ?

En effet, la culture politique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est profondément localisée, [relationnelle](#) et façonnée par les systèmes de parenté et de clans. C'est-à-dire que l'autorité politique se construit souvent à partir de relations personnelles, d'une forme de réciprocité et d'obligations entre les communautés locales plutôt que sur le fondement de cadres purement idéologiques ou nationaux. En conséquence, la sécurité nationale et la politique étrangère sont influencées non seulement par les intérêts de l'État, mais aussi par les loyautés régionales, les réseaux claniques et les priorités économiques locales.

Cela présente bien sûr à la fois des atouts et implique des défis. D'une part, la culture politique relationnelle de la Papouasie-Nouvelle-Guinée [encourage la négociation](#), la médiation et la recherche de consensus. D'autre part, elle peut compliquer la coordination au niveau national, car [il n'existe pas de manière unique de représenter les nombreuses cultures](#), intérêts et identités de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les priorités en matière de sécurité diffèrent considérablement d'une province et d'une communauté à l'autre, ce qui signifie que la « sécurité nationale » elle-même est comprise à travers des prismes différenciés à travers le pays.

La politique étrangère peut donc devenir assez changeante, voire imprévisible. Les décisions concernant le [maintien de l'ordre](#), le déploiement militaire ou les investissements étrangers peuvent être influencées par des alliances politiques locales ou des intérêts liés aux ressources plutôt que par une planification stratégique à long terme. Les [accords miniers](#) et d'infrastructure, par exemple, sont souvent liés à la politique provinciale et au régime foncier coutumier. Ainsi, si la politique étrangère de la PNG engage officiellement l'État-nation, elle ne peut pas refléter pleinement la diversité des réalités locales. Pour autant, les valeurs mélanésiennes communes telles que la réciprocité, la relationnalité, le respect et la responsabilité collective constituent un fondement important tant pour la diplomatie que pour la gouvernance sécuritaire. En ce qui concerne les relations internationales, ces valeurs peuvent offrir une approche unique émanant directement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée – et de la Mélanésie en général – qui privilégie les liens relationnels, le dialogue et la coexistence plutôt que la confrontation.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée a d'ailleurs historiquement mené une politique étrangère qu'on peut résumer selon la formule « amis de tous, ennemis de personne », établie par le premier dirigeant du pays après son indépendance, Michael Somare, en lien avec sa doctrine d'universalisme. Faut-il y voir une stratégie, un mantra ou quelque chose davantage ancré dans la culture diplomatique mélanésienne ?

L'expression « [amis de tous, ennemis de personne](#) », associée au père fondateur et Premier ministre Michael Somare, est à la fois, selon moi, une doctrine stratégique, une philosophie politique et le reflet des valeurs culturelles mélanésiennes.

Sur le plan stratégique, cette politique permet à la PNG d'éviter de se retrouver prise au [piège des rivalités entre grandes puissances](#), en particulier alors que la [concurrence géopolitique](#) s'intensifie entre des pays tels que l'Australie, la République populaire de Chine et les États-Unis. En conservant sa neutralité, la Papouasie-Nouvelle-Guinée cherche à préserver sa capacité de flexibilité et à protéger sa souveraineté.

Sur le plan symbolique, cette phrase reflète les aspirations d'une jeune nation postcoloniale en quête de coexistence pacifique et de coopération régionale. Elle exprime donc un désir d'équilibre diplomatique, plutôt qu'un alignement idéologique.

Sur le plan culturel, cette approche s'inscrit pleinement dans les [traditions mélanésiennes](#) de recherche du [consensus](#), de réciprocité, de médiation et de diplomatie relationnelle que nous évoquions. Dans de nombreuses sociétés mélanésiennes, maintenir des relations et rétablir de l'harmonie forment des valeurs centrales. La culture diplomatique de la PNG reflète donc souvent ces traditions en privilégiant le dialogue et en évitant les confrontations ouvertes.

Par conséquent, « amis de tous, ennemis de personne » ne doit pas être compris comme une simple neutralité passive. Cette expression traduit également la culture politique mélanésienne et une tentative délibérée de naviguer au sein de la politique mondiale, selon les termes définis par la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Revenons sur le contexte géopolitique dont vous esquissiez les contours. La PNG et l'Australie ont signé en 2025 un traité de sécurité, le traité PukPuk. Il s'agit, pour l'Australie, de la première alliance conclue depuis la signature de l'ANZUS, en 1951, et du tout premier pacte de cette envergure signé par la PNG. L'accord engage formellement les deux pays à se consulter et à s'entraider si l'un d'entre eux est attaqué, renforce leur coopération militaire et l'interopérabilité, et ouvre la voie à l'intégration de 10 000 membres des Forces de défense de Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNGDF) au sein des Forces armées australiennes (ADF). Selon vous, ce traité renforce-t-il la souveraineté et la capacité stratégique de la PNG ou la lie-t-il davantage à l'Australie et donc aux dynamiques de rivalités de puissance précédemment évoquées ?

Le [traité PukPuk](#) (« crocodile » en tok pisin), [récemment ratifié](#), reflète la tension croissante entre le renforcement de la sécurité nationale et la préservation de l'indépendance en matière de politique étrangère. Ses partisans affirment que cet accord accroît

les capacités de défense de la PNG grâce à la formation, à la coopération, à la coordination des interventions en cas de catastrophe (HADR) et favorise l'interopérabilité avec les ADF. Dans l'aire du Pacifique, de plus en plus militarisée, ces partenariats sécuritaires seraient en mesure d'améliorer la capacité du pays à faire face à la [criminalité transnationale](#), aux défis liés à la [sécurité des frontières](#) et à l'instabilité régionale de manière générale.

Cependant, le traité soulève aussi d'importantes questions concernant la souveraineté et l'alignement géopolitique. Ces détracteurs affirment qu'une intégration plus étroite en matière de défense avec l'Australie risque d'attirer davantage la Papouasie-Nouvelle-Guinée dans [l'orbite stratégique de celle-ci](#) à un moment où la concurrence entre les puissances s'intensifie. Certains craignent donc que cela ne réduise la flexibilité diplomatique de la PNG et n'affaiblisse la politique d'engagement équilibré qu'elle exerce de longue date.

Il existe également des préoccupations régionales plus larges concernant la [militarisation de la région](#) que nous évoquions ci-dessus. De nombreuses communautés océaniques considèrent le [changement climatique](#), la santé, [l'éducation](#) et les inégalités économiques comme menaçant leur sécurité de façon plus pressante que les conflits militaires. En conséquence, certains se demandent si les accords de défense ne risquent pas de détourner l'attention et les ressources vers des sujets moins prioritaires que ceux ayant trait à la sécurité humaine.

Enfin, une question clé sous-jacente concerne l'autonomie : la PNG choisit-elle librement ces partenariats en fonction de ses propres intérêts nationaux ou répond-elle à la pression exercée par des acteurs géopolitiques plus puissants ? Le débat autour du traité reflète donc des tensions plus larges entre coopération en matière de sécurité, dépendance, souveraineté et influence postcoloniale dans le Pacifique insulaire.

Avez-vous constaté que les relations avec les puissances étrangères renforcent certaines hiérarchies internes (qu'elles soient politiques, économiques, liées au genre ou plus largement régionales) ? Le cas échéant, à quel moment la concurrence géopolitique se fait-elle réellement sentir dans la vie quotidienne des Papouans-Néo-Guinéens ?

Les relations avec les puissances étrangères renforcent souvent les inégalités et les hiérarchies existantes au sein de la société papouasienne. Les investissements étrangers à grande échelle dans les [secteurs minier](#), les infrastructures, l'exploitation forestière et [l'énergie](#) profitent fréquemment aux élites politiques, aux clans influents ou à certaines provinces, tout en marginalisant les communautés rurales et les groupes vulnérables.

Et ces dynamiques sont également genrées. Les [femmes sont souvent exclues](#) des négociations concernant ces projets, bien qu'elles supportent une grande partie des fardeaux sociaux et environnementaux associés aux déplacements de population, à la dégradation de l'environnement et aux perturbations économiques que ces activités engendrent. Les investissements étrangers peuvent donc aggraver les [inégalités existantes](#), à moins que les communautés locales ne soient véritablement associées aux processus décisionnels.

Dans le même temps, la concurrence géopolitique entre les puissances extérieures façonne de plus en plus la vie quotidienne en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les projets d'infrastructure peuvent créer des routes, des emplois et des opportunités économiques, mais ils peuvent aussi [accroître la dépendance](#) vis-à-vis des entreprises étrangères et renforcer les réseaux politiques des élites. Pour que la PNG puisse faire efficacement face à ces pressions, il faut d'abord mener une réflexion interne plus approfondie sur le type d'avenir que les Papouans-Néo-Guinéens souhaitent pour les 50 prochaines années. Les hiérarchies internes continuent de déterminer qui détient le pouvoir, quelles voix sont entendues et comment le développement s'organise. Un dialogue national constructif – fondé sur une écoute attentive, l'autodétermination et la participation communautaire, [en particulier des jeunes](#) et des [personnes âgées](#) – est nécessaire avant de s'engager avec les puissances extérieures sur un pied d'égalité. Sans cette clarté établie en interne, l'influence étrangère risque de continuer à façonner les priorités nationales, au détriment des aspirations locales.

Les projets miniers et les investissements étrangers dans les infrastructures (qu'ils impliquent la Chine, l'Australie, l'Inde ou d'autres pays, par exemple dans la mine de Panguna) sont présentés comme des opportunités de développement. L'exploitation minière n'est-elle pas tout à la fois une bénédiction et une malédiction pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée ?

Oui, l'exploitation minière s'inscrit dans une dynamique ambivalente, entre promesse de développement et production de risques structurels. Les activités extractives de ressources ont généré des recettes fiscales, des emplois, des infrastructures et des investissements étrangers, à l'occasion de projets tels que la [mine d'Ok Tedi](#) et le [projet PNG LNG](#) (ndlr : vaste projet d'exploitation et d'exportation de gaz naturel liquéfié mené par TotalEnergies, en partenariat avec ExxonMobil et d'autres acteurs). Ces industries ont contribué de manière significative au revenu national et à l'intégration économique internationale.

Pour autant, l'exploitation minière a également entraîné des destructions environnementales, des conflits sociaux, des déplacements de population et des inégalités. À ce sujet, l'histoire de la [mine de Panguna](#) (ndlr : située sur l'île de Bougainville, cette dernière constituant une région autonome) montre bien [comment les différends](#) concernant les terres, les indemnités et les dommages environnementaux peuvent dégénérer en conflits violents (ndlr : une guerre civile séparatiste meurtrière entre 1988 et 1998). La richesse en ressources ne conduit donc pas automatiquement au développement : dans de nombreux cas, elle exacerbe plutôt les tensions liées à la propriété, à la gouvernance et à la répartition de ces richesses.

Une critique majeure formulée à cet égard concerne le fait que la PNG est restée trop dépendante des ressources non renouvelables, [tout en sous-investissant dans l'agriculture](#) et les industries plus vertes par exemple. Cela est particulièrement significatif étant donné qu'environ 96 % des terres restent sous propriété coutumière (*ndlr : ne relèvent ni de la propriété privée individuelle ni de l'État, mais sont détenues et gérées collectivement par les communautés*). La PNG connaît de riches traditions agricoles [remontant à des milliers d'années](#), mais ces systèmes sont souvent sous-évalués dans la planification du développement national. L'agriculture offre non seulement un potentiel économique, mais aussi une continuité culturelle, spirituelle et sociale. Une attention accrue portée à l'agriculture et aux industries locales pourrait favoriser un développement qui soit durable et équitable. Plutôt que de s'appuyer principalement sur les industries extractives, la PNG peut bâtir une économie ancrée dans la gestion environnementale à long terme et le bien-être des communautés.

La mine d'or de Porgera révèle les dilemmes qui lient le développement extractif à des formes de vulnérabilité et de conflit. Comment évaluez-vous cette situation ?

La [mine d'or de Porgera](#) illustre en effet bien la [relation complexe entre le développement extractif, les inégalités et l'insécurité](#). Si la mine a généré des opportunités d'emploi et des recettes pour l'État, elle a également provoqué des dommages environnementaux, un déplacement de communautés, des violations alléguées des droits humains et du ressentiment au niveau local.

De nombreuses communautés se sentent exclues des bénéfices économiques de la mine alors qu'elles en subissent les conséquences sociales et environnementales. Cette répartition inégale des richesses a contribué à la méfiance, à l'insécurité et aux conflits. Plus largement, Porgera montre comment les projets extractifs peuvent aggraver la vulnérabilité lorsque les systèmes de gouvernance ne parviennent pas à garantir une compensation équitable, la responsabilité et la participation des communautés.

La mine met également en lumière une autre question plus large, qui est celle de la dépendance économique dont nous esquissons les contours. La forte dépendance de la PNG vis-à-vis des industries extractives [expose le pays aux fluctuations des marchés mondiaux des matières premières](#), et limite les investissements dans d'autres secteurs. La diversification de l'économie par le biais de l'agriculture, de la pêche, de l'exploitation forestière, du tourisme et d'autres activités du secteur primaire pourrait créer des formes de développement plus stables et plus inclusives tout en réduisant la dépendance vis-à-vis des seules recettes minières.

En parallèle, les entreprises de sécurité privées sont devenues les principaux fournisseurs de services de sécurité dans le pays. Comme l'a établi Sinclair Dinnen, le nombre d'entreprises agréées est passé de 173 en 2006 à 464 en 2016. Cela reflète des niveaux élevés d'insécurité et une crainte réelle des crimes violents, combinés à une perte de confiance envers la police nationale de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Comment cela affecte-t-il le monopole de l'État sur l'usage légitime de la force ?

L'[expansion rapide des entreprises de sécurité privées dans le pays](#) a considérablement redéfini l'autorité de l'État et la perception que le public se fait de la sécurité. À mesure que le taux de criminalité, l'insécurité urbaine et la méfiance envers les forces de l'ordre ont augmenté, les entreprises privées ont de plus en plus assumé [des fonctions traditionnellement associées à l'État](#).

Dans des villes comme Port Moresby, la capitale, le personnel de sécurité privé assure désormais la protection des commerces, régule l'accès aux espaces publics et fait respecter l'ordre d'une manière qui dépasse souvent la présence visible de la police. Cela reflète à la fois la demande croissante de protection et la baisse de confiance du public envers les institutions de l'État. Néanmoins, l'expansion de la sécurité privée crée également des systèmes parallèles d'autorité et de responsabilité. Lorsque des acteurs privés contrôlent de plus en plus les fonctions de sécurité, le monopole de l'État sur l'usage légitime de la force s'en trouve affaibli. Cela peut saper la confiance du public dans les institutions gouvernementales et aggraver les inégalités, la sécurité devenant réellement accessible aux seules personnes qui ont les moyens d'en assumer les coûts très élevés. La croissance de la sécurité privée soulève donc d'importantes questions concernant la gouvernance, les inégalités et l'avenir de l'autorité de l'État en PNG. Elle reflète des tensions plus larges entre les institutions formelles et les formes de pouvoir informelles ou privatisées.

Après des décennies de lutte pour l'indépendance et à la suite d'un référendum en 2019 au cours duquel une majorité s'est prononcée en faveur de l'indépendance, la région autonome de Bougainville négocie actuellement avec le gouvernement de PNG une transition vers le statut d'État, potentiellement en 2027, ce qui en ferait la plus jeune nation du monde. Comment évaluez-vous les perspectives et les risques liés à l'indépendance de cette région ?

L'[indépendance éventuelle de Bougainville](#) est source à la fois d'espoir et d'incertitude. Elle pourrait permettre aux Bougainvillais d'exercer leur autodétermination, de s'attaquer à des griefs existant de longue date et de développer des systèmes de gouvernance mieux adaptés aux valeurs, aux cultures et aux politiques locales. Pour beaucoup, l'indépendance représente également la reconnaissance des immenses souffrances endurées pendant [le conflit de Bougainville de 1988 à 1998](#).

Dans le même temps, il faut reconnaître que l'indépendance comporte des risques importants. Avant toute chose, Bougainville devrait mettre en place des systèmes économiques durables, renforcer ses institutions, gérer ses ressources naturelles de

manière responsable et maintenir la stabilité politique. Les questions relatives aux revenus miniers, aux capacités de l'État et à la reconnaissance internationale restent toujours en suspens aujourd'hui. Un point particulièrement important concerne **les disparitions** liées à la **guerre civile** et leurs conséquences contemporaines. De nombreuses familles ignorent encore le sort de leurs proches disparus pendant le conflit. Cette absence engendre un deuil non résolu et perturbe les pratiques culturelles et spirituelles liées au deuil et à l'inhumation. Le **traumatisme**, le silence et la peur continuent donc de façonner les relations communautaires et les processus de réconciliation. La nécessité humanitaire d'identifier les personnes disparues et de reconnaître les souffrances passées est donc au cœur de la consolidation de la paix à long terme. L'avenir de Bougainville ne peut être dissocié de l'héritage émotionnel et historique du conflit. Une société stable et unifiée après l'indépendance a besoin de vérité, d'une mémoire partagée, de réconciliation et de prendre en compte les voix des survivants.

Comment l'histoire du colonialisme, des conflits internes (y compris à Bougainville) et des traumatismes collectifs associés que vous évoquez continue-t-elle de façonner les perceptions de la sécurité en Papouasie-Nouvelle-Guinée ?

Il est vrai que, dans le pays, la perception de la sécurité est profondément marquée par l'histoire coloniale, les conflits internes et les traumatismes collectifs. Les **systèmes coloniaux** ont imposé des structures de gouvernance centralisées, bouleversé les systèmes d'autorité traditionnels et créé des inégalités qui **continuent d'influencer** la politique et les **relations sociales** aujourd'hui. La spoliation des terres, l'exclusion et le développement inégal ont alimenté une méfiance durable envers les institutions de l'État.

Des conflits tels que celui de Bougainville ont renforcé cette méfiance et démontré les conséquences dévastatrices de récriminations non reconnues. Dans de nombreuses communautés, la sécurité peut donc être appréhendée non seulement au niveau militaire, mais aussi à travers les expériences vécues de violence, de déplacement et de fragmentation sociale.

Il est important de noter que les conflits en Océanie ne devraient pas être considérés comme un phénomène confiné au passé. Les conséquences émotionnelles, politiques et culturelles de la violence se transmettent de génération en génération. Les traumatismes façonnent les identités, les relations familiales, les notions d'appartenance et les perceptions de la justice. Les jeunes peuvent endosser des griefs et hériter de souvenirs, même s'ils n'ont pas directement vécu eux-mêmes la violence initiale. Comprendre que le « passé ne passe pas » est essentiel pour appréhender les conflits et consolider la paix en Océanie. Les traumatismes non résolus, les disputes sur le foncier, les disparitions et la méfiance influencent encore la gouvernance et les relations communautaires. Si ces questions ne sont pas traitées, elles peuvent devenir le terreau de futurs conflits.

Un rapport que j'ai corédigé souligne également l'importance des traditions orales telles que la narration, le **tok stori** (ndlr : une pratique sociale de discussion informelle et inclusive, fondée sur l'échange, l'écoute et le consensus, souvent utilisée pour résoudre des problèmes), les chants, la poésie et les cérémonies pour préserver la mémoire et favoriser la guérison. Cependant, à elles seules, les traditions orales ne peuvent suffire. Matérialiser durablement l'information, par le biais d'archives, de mémoriaux, d'entretiens et de témoignages écrits, est également nécessaire pour éviter le silence, l'exclusion ou la manipulation des récits historiques.

En fin de compte, une paix durable nécessite des approches ancrées dans la culture qui combinent les pratiques autochtones, l'appropriation au niveau local, la recherche de la vérité, la documentation et la participation inclusive. La consolidation de la paix ne doit pas se contenter d'importer des cadres occidentaux, mais doit plutôt soutenir les méthodes pacifiques de reconstruction, de réconciliation et de justice réparatrice.

Les femmes ont d'ailleurs joué un rôle important à Bougainville et dans d'autres mouvements, bien qu'elles aient été marginalisées dans la politique étatique officielle au moment de l'indépendance. Comment caractériseriez-vous ce rôle dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix en Papouasie-Nouvelle-Guinée ?

Les femmes ont en effet joué un **rôle essentiel**, souvent méconnu, dans ces domaines. À Bougainville en particulier, elles étaient au cœur des actions de médiation, de reconstruction des communautés fracturées par la guerre et de facilitation du dialogue pendant et après la guerre civile. Leur **leadership** ne s'est pas à proprement parler manifesté *via* des institutions politiques officielles, mais à travers les systèmes de parenté, les relations communautaires, l'autorité culturelle et les pratiques quotidiennes de soin et de médiation.

Leurs rôles traditionnels de mères, de gardiennes, de détentrices du savoir et de médiatrices ont fait des femmes des figures de confiance capables de surmonter les divisions et de rétablir les relations entre les communautés. Les associations de femmes et les réseaux de paix locaux sont devenus des espaces essentiels pour la réconciliation, l'organisation de l'aide humanitaire, la **prise en charge des traumatismes** et le rétablissement des liens sociaux. **L'expérience de Bougainville** démontre ainsi que la consolidation de la paix ne repose pas uniquement sur des accords formels négociés par les élites politiques, mais aussi sur le travail quotidien consistant à rétablir la confiance, à entretenir les relations et à prendre soin des communautés – des rôles dans lesquels les femmes occupent depuis longtemps une place centrale !

Il est également important de remettre en question l'hypothèse selon laquelle le patriarcat opprime partout et toujours de la même manière, quelle que soit la société. Dans de nombreux contextes océaniques, bien que les systèmes traditionnels puissent

être de structure patriarcale, cela n'a pas nécessairement signifié que les femmes étaient impuissantes ou exclues du pouvoir. Dans toute la Papouasie-Nouvelle-Guinée, **les femmes ont historiquement assumé des responsabilités et exercé une influence considérable**. Elles ont géré les droits fonciers, préservé les savoirs sacrés, dirigé les cérémonies, conservé la mémoire intergénérationnelle et joué un rôle important dans la médiation et la résolution des conflits. Les femmes n'étaient pas reléguées en marge de la société ; elles occupaient une place centrale dans la vie sociale, culturelle, spirituelle et politique.

Les débats contemporains sur le *leadership* des femmes accordent souvent la priorité à la **représentation politique formelle** comme principale mesure de l'autonomisation. Si cette donnée et cette représentation sont importantes, elles ne rendent pas pleinement compte des diverses formes de *leadership* que les femmes continuent d'incarner. Les femmes exercent leur pouvoir à travers l'activisme, le mentorat des jeunes générations, le renforcement des réseaux de parenté, la mobilisation des communautés et la préservation de valeurs et de traditions culturelles.

Il est essentiel de reconnaître ces formes d'autorité pour repenser les discussions sur le genre, la consolidation de la paix et la gouvernance dans le Pacifique. Plutôt que de considérer les femmes océaniques uniquement à travers des récits d'exclusion ou de vulnérabilité, il est tout aussi important de reconnaître leur influence culturelle comme durable, mais aussi leur résilience et leur *leadership* au sein de leurs sociétés.

Pourriez-vous nous en dire plus sur les violences sexistes ? Par exemple, la violence liée aux accusations de sorcellerie est une préoccupation majeure. Comment les observateurs extérieurs devraient-ils comprendre ces phénomènes ?

Les **violences sexistes** restent l'un des défis les plus urgents en matière de sécurité – d'un point de vue social ou humain – en Papouasie-Nouvelle-Guinée. La **violence à l'égard des femmes** comprend les violences domestiques, les violences sexuelles, les violences entérinées par la communauté et les **violences liées aux accusations de sorcellerie** (SARV). Les femmes **accusées de sorcellerie** sont souvent victimes de torture ou de meurtre, en particulier dans des contextes de tensions sociales, d'insécurité ou de conflits communautaires.

La violence liée aux accusations de sorcellerie ne doit pas être simplement évacuée comme une « superstition ». Elle est profondément liée à des problèmes plus larges, tels que la faiblesse des pouvoirs publics, les inégalités sociales, la pauvreté, l'anxiété d'une communauté et les défaillances policières ou judiciaires. Les accusations de sorcellerie surgissent souvent dans des moments d'instabilité, en réponse à une maladie ou un décès, face à une crise menaçant la cohésion sociale. Elles transforment les personnes vulnérables – en particulier les femmes – en bouc-émissaires pour la collectivité.

J'ai d'ailleurs soutenu ailleurs que **les spécificités culturelles des sociétés océaniques ne devaient pas être considérées comme problématiques en soi**. Toute culture est dynamique et est capable d'évoluer. Pour aborder les questions de violence et d'égalité en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les rapports genrés ne doit pas être compris ou promus sous la forme d'un programme étranger ou dicté dans des termes importés, mais plutôt à travers les valeurs, les relations, les pratiques culturelles et les formes collectives de *leadership* propres à l'Océanie. De nombreux programmes d'aide existants en matière d'égalité des sexes sont souvent inefficaces, car ils s'appuient fortement sur le langage des bailleurs de fonds internationaux, qui peut sembler déconnecté des réalités locales, et se concentrent principalement sur les femmes – négligeant ainsi le rôle des hommes. Ils présentent aussi fréquemment la culture régionale uniquement comme un obstacle à l'égalité au lieu de reconnaître son potentiel pour soutenir un changement positif. Une approche plus efficace consisterait à présenter l'égalité des sexes de telle sorte qu'elle trouve un écho auprès des communautés locales, en impliquant activement les hommes et les jeunes garçons en tant que partenaires du changement, et en s'appuyant sur les valeurs culturelles océaniques, telles que la coopération, le respect et la responsabilité partagée pour promouvoir une transformation sociale plus inclusive et durable.

Enfin, si vous deviez redéfinir la « sécurité » pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée au cours des 20 prochaines années, quelles seraient vos priorités et de quoi vous éloigneriez-vous délibérément ?

La PNG devrait sans doute consacrer les 20 prochaines années à redéfinir en profondeur ce que signifie la sécurité. Les approches traditionnelles centrées sur l'État et axées sur l'armée sont insuffisantes pour répondre aux réalités quotidiennes auxquelles sont confrontés la plupart des Papouans-Néo-Guinéens. La sécurité devrait plutôt être appréhendée à travers le prisme de la sécurité humaine – en donnant la priorité au bien-être, à la dignité et à la résilience des communautés.

Cette conception plus large de la sécurité inclurait la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, la préparation aux catastrophes naturelles, l'égalité des sexes, l'emploi et la sécurité des communautés. Des problèmes tels que le changement climatique, les inégalités, la criminalité urbaine et le manque d'infrastructures constituent sans doute des menaces à long terme plus importantes pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée que les conflits militaires conventionnels.

La future politique de sécurité du pays devrait donc investir davantage dans le développement rural, l'agriculture, la police de proximité, la santé mentale, les opportunités pour les jeunes et les systèmes de gouvernance ancrés localement. Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre les communautés et l'État est tout aussi important que les partenariats de défense ou la modernisation militaire.

